

**DIRECTION
DE L'ADMINISTRATION GENERALE**

3e Bureau

Environnement-Installations classées

Affaire suivie par Mme M. DURAND/NM

☎ : 04.72.61.61.50

Lyon, le 13 AOUT 1999



ARRETE

**autorisant la société RHONE ALPES ARGENT
à exploiter une unité de collecte et de traitement
de films négatifs et de bains photographiques usés,
2 rue Henri Becquerel à Genas.**

==

*Le Préfet de la Région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Chevalier de la Légion d'Honneur,*

VU la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 modifiée relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

VU la loi n° 75.633 du 15 juillet 1975 modifiée relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux ;

VU la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

VU la loi n° 92.3 du 3 janvier 1992 modifiée sur l'eau ;

VU la loi n° 96.1236 du 30 décembre 1996 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie ;

VU le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976 susvisée ;

VU l'arrêté préfectoral n° 94.861 du 28 août 1994 portant approbation du plan régional de valorisation et d'élimination des déchets industriels spéciaux en Rhône-Alpes ;

VU l'arrêté préfectoral n° 96.700 du 26 janvier 1996 portant approbation du plan d'élimination des déchets ménagers et assimilés dans le département du Rhône ;

VU l'arrêté préfectoral n° 96.652 du 20 décembre 1996 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée-Corse ;

.../...

VU la demande présentée le 30 novembre 1998 par la société RHONE-ALPES ARGENT en vue d'être autorisée à exploiter une unité de collecte et de traitement de films négatifs et de bains photographiques usés, 2 rue Henri Becquerel à Genas ;

VU l'avis technique de classement en date du 18 janvier 1999 de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU les résultats de l'enquête publique à laquelle M. Paul HENZI, désigné en qualité de commissaire enquêteur, a procédé du 22 mars au 22 avril 1999 inclus ;

VU la délibération en date du 22 mars 1999 du conseil municipal de Chassieu ;

VU la délibération en date du 8 avril 1999 du conseil municipal de Saint Priest ;

VU la délibération en date du 29 avril 1999 du conseil municipal de Genas ;

VU la délibération en date du 29 avril 1999 du conseil municipal de Saint-Bonnet-de-Mure ;

VU l'avis en date du 4 mars 1999 du Service Interministériel de Défense et de la Protection Civile ;

VU l'avis en date du 31 mars 1999 de la Direction départementale des Services d'Incendie et de Secours ;

VU l'avis en date du 1^{er} avril 1999 de la Direction départementale du Travail et de l'Emploi ;

VU l'avis en date du 19 avril 1999 de la Direction Départementale de l'Equipement ;

VU l'avis en date du 19 avril 1999 de la Direction Régionale de l'Environnement ;

VU l'avis en date du 20 avril 1999 de la Direction départementale de l'Agriculture et de la Forêt ;

VU l'avis en date du 29 avril 1999 de la Direction départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ;

VU le rapport de synthèse en date du 10 juin 1999 de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU l'avis du conseil départemental d'hygiène exprimé dans sa séance du 22 juillet 1999 ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 juillet 1999 prorogeant le délai d'instruction de la demande d'autorisation précitée ;

CONSIDERANT que les dispositions spécifiées dans le présent arrêté, notamment celles destinées à la prévention des risques d'incendie et de pollution accidentelle des eaux sont de nature à permettre l'exercice de cette activité en compatibilité avec son environnement ;

CONSIDERANT dès lors que les intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 et à l'article 2 de la loi du 3 janvier 1992 susvisées sont garantis par l'exécution de ces prescriptions ;

SUR la proposition de Madame la Sous-Préfète, Secrétaire Générale Adjointe de la Préfecture ;

.../...

A R R E T E

ARTICLE 1

DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

- 1.1 - La société **RHONE ALPES ARGENT** est autorisée à exploiter, sur le territoire de la commune de **GENAS**, dans l'enceinte de son établissement situé **2 rue Becquerel**, les installations répertoriées dans le tableau constituant l'annexe 1 du présent arrêté.
- 1.2 - Les installations doivent être implantées, réalisées et exploitées conformément au dossier de demande, sous réserve des prescriptions du présent arrêté.
- 1.3 - Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, sera portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
- 1.4 - L'exploitant est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de ces installations, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976.
- 1.5 - L'arrêt définitif de tout ou partie des installations susvisées, fait l'objet d'une notification au Préfet, dans les délais et les modalités fixées par l'article 34.1 du décret 77-1133 du 21 septembre 1977.

ARTICLE 2

PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES A L'ENSEMBLE DE L'ÉTABLISSEMENT

1 - GÉNÉRALITÉS

1.1. - Contrôles et analyses

Les contrôles prévus par le présent arrêté, sont réalisés en période de fonctionnement normal des installations et dans des conditions représentatives. L'ensemble des appareils et dispositifs de mesure concourant à ces contrôles sont maintenus en état de bon fonctionnement. Les résultats de ces contrôles et analyses sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées, sauf dispositions contraires explicitées dans le présent arrêté et ses annexes.

Les méthodes de prélèvements, mesures et analyses de référence sont celles fixées par les textes d'application pris au titre de la loi sur les installations classées pour la protection de l'environnement. En l'absence de méthode de référence, la procédure retenue doit permettre une représentation statistique de l'évolution du paramètre.

Outre ces contrôles, l'inspecteur des installations classées peut demander en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements, des analyses soient effectués par un organisme dont le choix est soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire, pris au titre de la législation sur les installations classées.

Les frais occasionnés par les contrôles visés aux deux alinéas précédents sont à la charge de l'exploitant.

1.2 – Documents

Tous les documents nécessaires à la vérification des prescriptions du présent arrêté, sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées, à l'exception de ceux dont la communication est expressément demandée par le présent arrêté.

1.3 - Intégration dans le paysage

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'établissement dans le paysage. L'ensemble des installations, y compris les abords placés sous son contrôle et les émissaires de rejet, est maintenu propre et entretenu en permanence.

1.4 – Utilités

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement, tels que manches de filtres, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

Il s'assure également de la disponibilité des utilités (énergie, fluides) qui concourent au fonctionnement et à la mise en sécurité des installations, et au traitement des pollutions accidentelles.

2 - BRUIT ET VIBRATIONS

2.1 - Les installations sont construites, équipées et exploitées de façon à ce que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solide susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

2.2 - Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 sont applicables. Les niveaux de bruit admissibles en limite de propriété et les émergences admissibles dans les zones à émergence réglementée, ainsi que la périodicité et l'emplacement des mesures, sont fixés dans l'annexe 2 du présent arrêté.

2.3 - Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage sont conformes à la réglementation en vigueur et notamment aux dispositions du décret n° 95-79 du 23 janvier 1995.

2.4 - L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs sonores, haut-parleurs,...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

2.5 - Les machines fixes susceptibles d'incommoder le voisinage par des trépidations sont isolées par des dispositifs antivibratoires efficaces. La gêne éventuelle est évaluée conformément aux règles techniques annexées à la circulaire 86-23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

3 - AIR

3.1 - Captage et épuration des rejets

3.1.1 - Les installations doivent être conçues, implantées, exploitées et entretenues de manière à limiter les émissions (fumées, gaz, poussières ou odeurs) à l'atmosphère. Ces installations doivent, dans toute la mesure du possible, être munies de dispositifs permettant de collecter et canaliser les émissions qui sont traitées en tant que de besoin, notamment pour respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

3.1.2 - Les dispositifs d'évacuation sont munis d'orifices obturables et accessibles, placés de manière à réaliser des mesures représentatives.

La forme des cheminées ou conduits d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché, doit être conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la diffusion des effluents rejetés.

Les débouchés à l'atmosphère de ces dispositifs doivent être éloignés au maximum des habitations.

3.2-Envois

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, les installations adoptent les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envois de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc...) et convenablement nettoyées ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin ;
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées ;
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

3.3 - Stockage

Le stockage des produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières, tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent...) que de l'exploitation, sont mises en œuvre.

3.4 – Odeurs

Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour limiter les odeurs provenant du stockage et des opérations de traitement.

4 - EAU

4.1- Consommation en eau

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau.

4.2- Alimentation en eau

4.2.1. Origine

L'eau utilisée provient uniquement du réseau public.

4.2.2- Protection des eaux

Le système de raccordement sur un réseau public est équipé d'un dispositif de disconnexion.

4.2.3 - Dispositif de mesures

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur.

4.3- Collecte des effluents liquides

Les réseaux de collecte des effluents séparent les eaux pluviales et les eaux non polluées des diverses catégories d'eaux polluées.

Un plan des réseaux de collecte des effluents doit être établi et régulièrement mis à jour.

Les égouts doivent être étanches et leur tracé doit en permettre le curage. Leurs dimensions et les matériaux utilisés pour leur réalisation doivent permettre une bonne conservation de ces ouvrages dans le temps.

4.4 - Traitement des effluents liquides

4.4.1 - Eaux vannes

Les eaux vannes des sanitaires et des lavabos sont rejetées au réseau d'assainissement raccordé à une station d'épuration.

4.4.2 - Eaux pluviales

Les eaux pluviales de toiture et des aires de stationnement et de circulation des véhicules légers sont dirigés vers le réseau d'assainissement pourvu à son extrémité d'un ouvrage de régulation et de traitement.

4.4.3 - Eaux industrielles résiduaires

Les installations de traitement sont correctement conçues, exploitées, surveillées et entretenues. La dilution des effluents ne doit en aucun cas, constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

Après traitement, ces eaux sont rejetées au réseau d'assainissement raccordé à une station d'épuration.

4.5 - Qualité des effluents

4.5.1 - Les effluents ne devront pas comporter des substances nocives dans des proportions capables d'entraîner la destruction du poisson en aval du point de rejet.

Ils ne devront pas provoquer de coloration notable du milieu récepteur.

4.5.2 - Les valeurs limites des rejets aqueux : débit, concentration et flux, sont fixées dans l'annexe 4 du présent arrêté, qui précise en outre les modalités des contrôles (périodicité, transmission des mesures à l'inspection des installations classées)

4.6 - Conditions de rejet

4.6.1 - A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

4.6.2 - Les rejets directs ou indirects dans les eaux souterraines sont interdits selon les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998.

4.6.3 - Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

4.6.4 - Le raccordement à un réseau d'assainissement collectif est fait en accord avec le gestionnaire du réseau.

4.7 - Surveillance des rejets

Afin de vérifier le respect des valeurs limites fixées par le présent arrêté, les points de rejet sont équipés de dispositifs permettant de réaliser, de façon sûre, accessible et représentative :

- des prélèvements d'échantillons,
- des mesures directes.

Par période de 24 heures est prélevé un échantillon de 4 litres au moins, représentatif des caractéristiques moyennes de l'effluent rejeté durant cette période ; cet échantillon est conservé à 4° C pendant 7 jours, à la disposition de l'inspecteur des installations classées, dans un récipient fermé sur lequel sont portées les références du prélèvement.

4.8 - Prévention des pollutions accidentelles

4.8.1 - L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution accidentelle des eaux ou des sols.

4.8.2- Stockages

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

Les capacités de rétention sont étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résistent à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour leur dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Les produits récupérés dans les rétentions en cas d'accident, ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés et, pour les liquides inflammables, dans les conditions définies dans l'arrêté ministériel du 22 juin 1998.

4.8.3 - Manipulation et transfert

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.

La manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les canalisations de fluides dangereux ou insalubres sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir, elles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Sauf exception motivée par des raisons de sécurité ou d'hygiène, les canalisations de fluides dangereux à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

4.9 - Conséquences des pollutions accidentelles

En cas de pollution accidentelle, l'exploitant doit être en mesure de fournir les renseignements dont il dispose, permettant de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune et la flore ainsi que les ouvrages exposés à cette pollution.

5 - DÉCHETS

5.1 - Dispositions générales

5.1.1 - L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise.

5.1.2 - L'élimination des déchets industriels spéciaux devra respecter les orientations définies dans le plan régional de valorisation et d'élimination des déchets industriels spéciaux (PREDIRA) approuvé par arrêté préfectoral du 28 août 1994.

5.1.3 - L'élimination des déchets industriels banals devra respecter les orientations définies dans le plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés approuvé par arrêté préfectoral du 26 janvier 1996.

5.1.4 - Tous les déchets industriels spéciaux, générés par l'activité de l'entreprise, sont caractérisés et quantifiés par l'exploitant.

Pour chaque déchet industriel spécial, l'exploitant établit une fiche d'identification du déchet qui est régulièrement tenue à jour et qui comporte les éléments suivants :

- le code du déchet selon la nomenclature,
- la dénomination du déchet,
- le procédé de fabrication dont provient le déchet,
- son mode de conditionnement,
- le traitement d'élimination prévu,
- les caractéristiques physiques du déchet (aspect physique et constantes physiques du déchet),
- la composition chimique du déchet (compositions organique et minérale),
- les risques présentés par le déchet,
- les réactions possibles du déchet au contact d'autres matières,
- les règles à observer pour combattre un éventuel sinistre ou une réaction indésirable.

L'exploitant tient, pour chaque déchet industriel spécial, un dossier où sont archivés :

- la fiche d'identification du déchet et ses différentes mises à jour,
- les résultats des contrôles effectués sur les déchets,
- les observations faites sur le déchet,
- les bordereaux de suivi de déchets industriels renseignés par les centres éliminateurs.

Pour chaque enlèvement les renseignements minimaux suivants sont consignés sur un document de forme adaptée (registre, fiche d'enlèvement,...) et conservé par l'exploitant :

- code du déchet selon la nomenclature,
- dénomination du déchet,
- quantité enlevée,
- date d'enlèvement,
- nom de la société de ramassage et numéro d'immatriculation du véhicule utilisé,
- destination du déchet (éliminateur),
- nature de l'élimination effectuée.

L'ensemble de ces renseignements est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

La production de déchets dans l'établissement, leur valorisation, leur élimination (y compris interne à l'établissement), font l'objet d'une déclaration trimestrielle, dans les formes définies en accord avec l'inspecteur des installations classées, afin d'assurer le contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances.

5.1.5 - Procédure de gestion des déchets

L'exploitant organise, par une procédure écrite, la collecte et l'élimination des différents déchets générés par l'établissement. Cette procédure, régulièrement mise à jour, est tenue à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

5.2 - Récupération - Recyclage - Valorisation

5.2.1 - Toutes dispositions doivent être prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes opérations de recyclage et de valorisation.

5.2.2 - Le tri des déchets tels que le bois, le papier, le carton, le verre,... doit être effectué, en interne ou en externe, en vue de leur valorisation.

5.2.3 - Les emballages vides ayant contenu des produits toxiques ou susceptibles d'entraîner des pollutions doivent être renvoyés au fournisseur lorsque leur réemploi est possible. Dans le cas contraire, s'ils ne peuvent être totalement nettoyés, ils doivent être éliminés comme des déchets dangereux.

5.3 - Stockages

5.3.1- Toutes précautions sont prises pour que :

- les dépôts soient tenus en état constant de propreté ;
- les dépôts ne soient pas à l'origine d'une gêne pour le voisinage (odeurs, envois) ;
- les déchets et résidus produits soient stockés, avant leur valorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines). A cette fin, les stockages de déchets dangereux sont réalisés sur des aires dont le sol est imperméable et résistant aux produits qui y sont déposés. Ces aires, nettement délimitées, sont conçues de manière à contenir les éventuels déversements accidentels et si possible normalement couvertes, sinon les eaux pluviales sont récupérées et traitées ;
- les mélanges de déchets ne puissent être à l'origine de réactions non contrôlées conduisant en particulier à l'émission de gaz ou d'aérosols toxiques ou à la formation de produits explosibles.

5.3.2 Stockage en emballages

Pour les déchets dangereux, l'emballage portera systématiquement des indications permettant de reconnaître les dits déchets.

Les déchets peuvent être conditionnés dans des emballages en bon état ayant servi à contenir d'autres produits (matières premières notamment), sous réserve que :

- il ne puisse y avoir de réactions dangereuses entre le déchet et les produits ayant été contenus dans l'emballage,
- les marques d'origine des emballages ne prêtent pas à confusion quant aux déchets contenus.

5.4 - Élimination des déchets

5.4.1 - Principes généraux

L'élimination des déchets qui ne peuvent pas être valorisés, doit être assurée dans des installations dûment autorisées à cet effet. L'exploitant établit un bilan annuel récapitulant les quantités éliminées et les filières retenues.

Tout brûlage à l'air libre de déchets de quelque nature qu'ils soient est interdit.

Les emballages industriels sont éliminés conformément au décret n° 94-409 du 13 juillet 1994 relatif à l'élimination des déchets d'emballage dont les détenteurs finaux ne sont pas les ménages.

5.4.2 - Filières d'élimination

Les filières d'élimination des différents déchets générés sont fixées en annexe 5.

L'exploitant devra justifier à compter du 1er juillet 2002, le caractère ultime au sens de l'article 1er de la loi du 15 juillet 1975 modifiée, des déchets mis en décharge.

6 - SÉCURITÉ

6.1 - Dispositions générales

6.1.1 - Contrôle de l'accès

Des dispositions matérielles et organisationnelles (clôture, fermeture à clef, gardiennage,...) interdisent l'accès libre aux installations, notamment en dehors des heures de travail.

L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.

Le responsable de l'établissement prend les dispositions nécessaires pour que lui-même ou une personne déléguée, techniquement compétente en matière de sécurité, puisse être alertée et intervenir rapidement sur les lieux y compris durant les périodes de gardiennage.

6.1.2 - Localisation des risques et zones de sécurité

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties des installations qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, ainsi que des procédés utilisés, sont susceptibles d'être à l'origine de sinistres pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'environnement.

L'exploitant détermine pour chacune de ces parties, dites zones de sécurité, la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques). Il tient à jour un plan de ces zones. Les zones de sécurité sont signalées et la nature du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée des zones et si nécessaire rappelées à l'intérieur.

En particulier dans les zones de risques incendie et atmosphère explosible, l'interdiction permanente de fumer ou d'approcher avec une flamme doit être affichée.

Sauf dispositions compensatoires, tout bâtiment comportant une zone de sécurité est considéré dans son ensemble comme zone de sécurité.

Les locaux comportant des zones de risques incendie sont équipés d'un réseau de détection incendie ou de tout autre système de surveillance approprié.

Tout déclenchement du réseau de détection incendie entraîne une alarme sonore et lumineuse.

6.1.3 - Conception des bâtiments et des installations

Les bâtiments et locaux, abritant les installations, sont construits, équipés et protégés en rapport avec la nature des risques présents, tels que définis précédemment. Les matériaux utilisés sont adaptés aux produits utilisés de manière en particulier à éviter toute réaction parasite d'angereuse.

Les éléments porteurs des structures métalliques doivent être protégés de la chaleur, lorsque leur destruction est susceptible d'entraîner une extension anormale du sinistre, ou peut compromettre les conditions d'intervention.

6.1.4 - Règles de circulation

Les voies de circulation et les accès aux bâtiments et aires de stockage sont dimensionnés, réglementés et maintenus dégagés, notamment pour permettre l'accès et l'intervention des services de secours.

6.1.5 - Matériel électrique

L'installation électrique et le matériel électrique utilisés sont appropriés aux risques inhérents aux activités exercées.

Les installations électriques sont conçues, réalisées et contrôlées conformément aux textes et normes en vigueur dont le décret modifié n° 88-1056 du 14 novembre 1988.

En outre dans les zones de risque d'apparition d'atmosphère explosible, préalablement définies par l'exploitant, le matériel électrique sera conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980.

6.1.6 - Les équipements métalliques contenant ou véhiculant des produits inflammables ou explosibles sont mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles.

6.1.7- Protection contre la foudre

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre pourrait être à l'origine d'événements susceptibles de porter atteinte, directement ou indirectement à la sûreté des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement doivent être protégées contre la foudre selon les dispositions de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993.

6.2 - Exploitation des installations

6.2.1 - Produits dangereux - Connaissance et étiquetage – Contrôle de niveau

La nature et les risques présentés par les produits dangereux présents dans l'établissement sont connus de l'exploitant et des personnes les manipulant, en particulier les fiches de sécurité sont à leur disposition.

Les quantités de ces produits sont limitées au strict nécessaire permettant une exploitation normale;

Dans chaque installation ou stockage (réacteurs, réservoirs, fûts, entrepôts...) leur nature et leur quantité présentes sont connues et accessibles à tout moment, en particulier l'étiquetage réglementaire est assuré.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles entre eux, ne sont pas associés à une même rétention.

6.2.2 - Surveillance et conduite des installations

L'exploitation des installations doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une ou plusieurs personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite des installations et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés ainsi que des procédés mis en œuvre.

6.2.3 - Consignes d'exploitation

Les opérations dangereuses, font l'objet de consignes écrites, mises à disposition des opérateurs.

Ces consignes traitent de toutes les phases des opérations (démarrage, marche normale, arrêt de courte durée ou prolongée, opérations d'entretien).

Elles précisent :

- les modes opératoires,
- la nature et la fréquence des contrôles permettant aux opérations de s'effectuer en sécurité et sans effet sur l'environnement,
- les instructions de maintenance et nettoyage,
- les mesures à prendre en cas de dérive,
- les procédures de transmission des informations nécessaires à la sécurité pour les opérations se prolongeant sur plusieurs postes de travail.

6.2.4 - Consignes de sécurité

Des consignes écrites, tenues à jour et affichées dans les installations, indiquent les moyens à la disposition des opérateurs (nature, emplacement, mode d'emploi) pour :

- donner l'alerte en cas d'incident,
- mettre en œuvre les mesures immédiates de lutte contre l'incendie ou de fuite de produit dangereux,
- déclencher les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité des installations.

Ces consignes précisent également les contraintes spécifiques à chaque installation ou zone concernée définies précédemment.

6.2.5 - Travaux

Sauf pour les opérations d'entretien prévues par les consignes, tous travaux de modification ou de maintenance dans ou à proximité des zones à risque inflammable toxique ou explosible, font l'objet d'un permis de travail, et éventuellement d'un permis de feu, délivrée par une personne autorisée.

Ce permis précise :

- la nature des risques,
- la durée de sa validité,
- les conditions de mise en sécurité de l'installation,
- les contrôles à effectuer, avant le début, pendant et à l'issue des travaux,
- les moyens de protections individuelles et les moyens d'intervention à la disposition du personnel (appartenant à l'établissement ou à une entreprise extérieure) effectuant les travaux.

6.2.6 - Vérifications périodiques

Les installations, appareils ou stockages, contenant ou utilisant des produits dangereux, ainsi que les dispositifs de sécurité et les moyens d'intervention, font l'objet des vérifications périodiques réglementaires ou de toute vérification complémentaire appropriée. Ces vérifications sont effectuées par une personne compétente, nommément désignée par l'exploitant ou par un organisme extérieur.

6.3 - Moyens d'intervention

L'établissement doit être doté de moyens de secours contre l'incendie, appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur.

Ces moyens se composent :

- de 3 poteaux d'incendie implanté à 150 mètres au plus près du risque.
- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant les risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés.

- d'une réserve de sable sec et meuble en quantité adaptée au risque sans être inférieure à 100 litres et des pelles,
- d'un moyen permettant d'alerter les services de secours
- de plans de locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours

Dans le cas d'une ressource en eau incendie extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assurera de sa disponibilité opérationnelle permanente.

6.4 - Protections individuelles

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présents dans l'établissement et permettant l'intervention en cas de sinistre, doivent être conservés à proximité des lieux d'utilisation. Ces matériels sont entretenus en bon état et vérifiés périodiquement.

6.5 - Formation du personnel

L'exploitant veille à la qualification professionnelle et à la formation initiale et continue de son personnel dans le domaine de la sécurité.

Une formation particulière est assurée pour le personnel affecté à la conduite ou à la surveillance des unités.

Cette formation doit notamment comporter :

- toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et opérations de fabrication mises en œuvre ;
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes ;
- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité ;

ARTICLE TROIS

PRESCRIPTIONS PARTICULIERES APPLICABLES A CERTAINES INSTALLATIONS

3.1- INSTALLATION DES SELS D'ARGENT DE RECUPERATION PAR ELECTROLYSE

3.1.1- Aménagement

3.1.1.1- Les appareils de l'installation sont construits conformément aux règles de l'art. Les matériaux utilisés à leur construction doivent être soit résistants à l'action chimique des liquides contenus, soit revêtus sur les surfaces en contact avec le liquide d'une garniture inattaquable.

L'ensemble de ces appareils est réalisé de manière à être protégé et à résister aux chocs occasionnels dans le fonctionnement normal de l'atelier.

3.1.1. 2- Le sol des installations où sont stockés, transvasés ou utilisés les bains sont munis d'un revêtement étanche et inattaquable. Il est aménagé de façon à diriger tout écoulement accidentel vers une capacité de rétention étanche.

3.1.2- Exploitation

3.1.2.1- Le bon état de l'ensemble des installations (cuves de traitement et leurs annexes, stockages, rétentions, canalisations,...) est vérifié périodiquement par l'exploitant, notamment avant et après toute suspension d'activité de l'atelier supérieure à trois semaines et au moins une fois par an. Ces vérifications sont consignées dans un document prévu à cet effet et mis à disposition de l'inspection des installations classées.

3.1.2.2- Sans préjudice des dispositions réglementaires concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs à établir en liaison avec la Direction Départementale du Travail de l'Emploi et de la Formation Professionnelle des consignes de sécurité sont établies et affichées en permanence dans l'atelier.

Ces consignes spécifient notamment :

- la liste des vérifications à effectuer avant la remise en marche de l'atelier après une suspension prolongée d'activité ;
- les conditions dans lesquelles sont délivrés les produits et les précautions à prendre à leur réception, à leur expédition et à leur transport ;
- les opérations nécessaires à l'entretien et à une maintenance ;
- les modalités d'intervention en cas de situations anormales et accidentelles.

L'exploitant s'assure de la connaissance et du respect de ces consignes par son personnel.

3.1.2.3 - L'exploitant tient à jour un schéma de l'atelier faisant apparaître les sources et la circulation des eaux et des liquides concentrés de toute origine.

Ce schéma est présenté à l'inspecteur des installations classées sur sa simple demande.

3.2. INSTALLATION DE STOCKAGE ET DE BROYAGE DES FILMS NEGATIFS

3.2.1- Le bâtiment abritant le stockage présente les caractéristiques de réaction et de résistance au feu suivante :

- matériaux incombustibles
- murs coupe-feu de degré 2 heures
- portes coupe-feu de degré 1 heure et munies d'un ferme porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique
- porte donnant vers l'extérieur pare-flamme de degré une demi-heure.

3.2.2- Le local doit être équipé en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.

3.2.3- Le stockage doit être aisément accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.

3.2.4- Sans préjudice des dispositions du code du travail notamment en matière de limitation de niveau sonore, les locaux doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible.

3.2.5- Tout équipement susceptible d'engendrer des émissions de poussières est pourvu de moyens de traitement de ces émissions.

Les émissions de poussières doivent être captées et dirigées vers un ou plusieurs dispositifs de dépoussiérage, soit combattues à la source par capotage ou aspersion des points d'émissions, ou par tout procédé d'efficacité équivalente.

L'efficacité du matériel de dépoussiérage devra permettre sans dilution le rejet d'air à une concentration en poussières inférieure à 50 mg / m³.

3.2.6- La conception et la fréquence d'entretien des installations doivent permettre d'éviter les accumulations de poussières sur les structures et dans les alentours.

3.2.7- Le stockage des films broyés en attente d'évacuation est réalisé dans une benne ou un équipement équivalent situé sur une aire étanche formant rétention.

3.3. INSTALLATION DE TRANSIT ET DE TRAITEMENT DES BAINS USES PHOTOGRAPHIQUE ET DE LAVAGE DE FILMS NEGATIFS

3.3.1- Aménagement

3.3.1.1- Le stockage des bains photographiques usés est réalisé :

- dans des cuves dont la capacité totale n'excède pas 40 000 litres ;
- dans des emballages de capacité unitaire comprise entre 20 litres et 1 000 litres pour un volume maximum stocké de 5 000 litres.

3.3.1.2- Tous les stockages, y compris ceux en emballages, doivent être pourvus de dispositifs étanches de rétention des écoulements, dont la capacité doit être supérieure ou égale à la plus grande des 2 valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus gros contenant,
- 50 % du volume total stocké.

Les cuvettes de rétention doivent être correctement entretenues et débarrassées, de façon à ce que le volume disponible à tout moment respecte les principes rappelés ci-dessus.

3.3.1.3- Chaque cuve est équipée d'un dispositif de mesure de niveau.

3.3.1.4- Toutes les aires de dépotage doivent être en rétenlion, correctement entretenues et nettoyées.

3.3.1.5- Les matériaux constitutifs des cuves sont compatibles avec la nature des déchets qui y sont stockés, et leur forme permet un nettoyage facile.

3.3.2- Lavage, nettoyage et contrôle des véhicules

3.3.2.1- Les aires de circulation doivent être étanches et nettoyées chaque fois qu'elles sont souillées.

3.3.2.2- L'exploitant doit s'assurer que les véhicules arrivant sur son installation sont conçus pour vider entièrement leur contenu, et vérifier que le déchargement du véhicule est effectué complètement.

3.3.2.3- L'exploitant doit s'assurer que les transporteurs collecteurs dont il emploie les services, respectent les réglementations applicables en matière de transport de déchets et que les véhicules utilisés sont conformes aux prescriptions du code de la route ,et, en tant que de besoin, aux dispositions du règlement pour le transport des substances dangereuses.

3.3.3- Transvasement

3.3.3.1- Avant de charger ou de faire procéder au chargement de tout véhicule, l'exploitant s'assure que :

- le matériau constitutif de la citerne est compatible avec le déchet devant y être transporté ;
- le véhicule est apte au transport du déchet à charger ;
- le véhicule est propre et que les traces du précédent chargement ont été nettoyées ou qu'elles ne présentent pas d'incompatibilité.

3.3.3.2- L'exploitant s'assure préalablement de la compatibilité, des moyens de transvasement, chargement, déchargement (pompe, flexible) avec les déchets et s'assure que la contamination des précédentes opérations ne crée pas d'incompatibilité. Il s'assure que les opérations de déchargement, chargement, transvasement, ne donnent pas lieu à des écoulements et émissions accidentelles.

3.3.4- Les cuves

Elles ont une affectation précise et sont clairement identifiées.

Les cuves et canalisations sont protégées contre les agressions mécaniques, notamment du fait des véhicules.

L'exploitant procède ou fait procéder à au moins une inspection visuelle par an des cuves et à une épreuve hydraulique décennale à une pression d'au moins 0,3 bars.

3.3.5- Stockage en emballages

La durée de stockage des déchets en emballages ne doit pas dépasser 90 jours.

3.3.6- Moyens d'intervention

3.3.6.1- Les matériels d'incendie, de traitement d'épanchement et de fuites (pompes, produits d'absorption, neutralisant) sont disponibles sur le site à tout moment.

3.3.6.2- Un plan d'intervention des moyens extérieur et intérieur est réalisé et régulièrement mis à jour. Des contacts réguliers avec les moyens extérieurs sont établis et entretenues.

3.3.7- Déchets admissibles

Les seuls déchets admis sur cette installation sont répertoriés sous les codes 09.01.01, 09.01.02, 09.01.04, 09.01.05, 09.01.08 et 09.01.99 de la nomenclature déchets.

3.3.8- Admission de déchets

3.3.8.1- Tout déchet reçu dans cette installation doit faire l'objet d'une procédure d'acceptation préalable prévu au point 3.3.8.4. ci-après.

3.3.8.2- Excepté pour les échantillons, il est interdit de recevoir des déchets qui ne sont pas accompagné d'un bordereau de suivi.

3.3.8.3- Pour se prononcer sur l'acceptabilité d'un déchet, l'exploitant doit disposer au moins d'une fiche d'identification, dont il lui appartiendra de définir le modèle, dûment remplie et visée par le producteur. Cette fiche comprendra notamment l'origine et la nature du déchet, son mode de conditionnement, ses principales caractéristiques et sa codification suivant la nomenclature nationale.

Si après examen des renseignements ci-dessus, l'exploitant les estime insuffisants pour prononcer l'admission, il doit procéder par lui-même ou faire procéder par le producteur à toutes les investigations nécessaires, y compris en cas de besoin en faisant analyser lui-même les échantillons qu'il réclame au producteur.

3.3.8.4- Quand l'exploitant a jugé qu'il peut admettre les déchets, il notifie par écrit au producteur son accord pour l'admission en lui délivrant un certificat d'acceptation numéroté. Ce document précise la nature des opérations à effectuer, la destination finale prévue et la durée de validité du certificat qui ne peut excéder 2 ans.

Le renouvellement des certificats d'acceptation se fait à l'issue d'une nouvelle procédure d'acceptation.

3.3.9- Réception des déchets

3.3.9.1- L'exploitant établit une procédure écrite et rédige des consignes définissant les modalités de réception des déchets. Cette procédure et ces consignes ainsi que leurs mises à jour sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

3.3.9.2- A l'arrivée des déchets sur le centre, les opérations suivantes seront conduites préalablement au déchargement :

- examen visuel du chargement,
- compatibilité du chargement avec le bordereau de suivi et avec le certificat d'acceptation préalable

3.3.9.3- Avant déchargement ou dépotage, l'exploitant est tenu d'effectuer au moins un test d'identification du déchet et de prélever un échantillon qui sera archivé au moins 2 mois.

3.3.9.4- Après identification et acceptation, les emballages sont étiquetés ou marqués puis ventilés sur les aires de stockage correspondant à la nature des produits contenus.

Les emballages doivent comporter au minimum les informations suivantes :

- la nature du produit,
- le numéro d'acceptation,
- la date de réception.

3.3.9.5- Tout refus de prise en charge d'un déchet est signalé dans les meilleurs délais à l'inspecteur des installations classées. A cet effet, l'exploitant précise par écrit la date du refus, les références du producteur, la nature du déchet et son code, les références du transporteur, le conditionnement, la quantité, le motif de refus et le lieu de destination ultérieure.

3.3.9.6- L'Inspecteur des Installations Classées peut procéder ou faire procéder à tout moment à des prélèvements et des analyses sur les déchets entrant sur le site. Les frais de ces prélèvements et analyses sont à la charge de l'exploitant.

3.3.9.7- L'exploitant tient à jour et à disposition de l'inspection des installations classées, pour chaque client et pour chaque déchet autorisé, un dossier où sont archivés :

- la fiche d'identification initiale ainsi que les éventuelles analyses, qui auront pu être effectuées avant la délivrance de l'acceptation,
- le certificat d'acceptation préalable,
- les résultats des tests effectués lors des réceptions,
- les bordereaux de suivi,
- toute observation utile sur les déchets, reçus.

3.3.10- Expédition des déchets

3.3.10.1- Aucun lot de déchets ne peut être expédié sur un centre de traitement ou un centre d'enfouissement technique s'il n'a pas fait l'objet d'une procédure d'acceptation préalable sauf circonstances exceptionnelles que l'exploitant doit être en mesure de justifier.

Il est interdit à l'exploitant d'expédier des déchets qui ne seraient pas accompagnés du bordereau de suivi.

3.3.10.2- L'exploitant établit une procédure écrite et rédige des consignes définissant les modalités d'évacuation des déchets. Cette procédure et ces consignes ainsi que leurs mises à jour sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

3.3.10.3- L'exploitant prélève un échantillon de tout lot de déchets expédiés et l'archive pendant une durée 2 mois après leur départ.

3.3.10.4 – L'élimination des déchets doit être assurée dans des installations dûment autorisées à cet effet au titre de la loi du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées. L'exploitant doit être en mesure de justifier le respect de cette prescription.

3.3.10.5- Tout refus de prise en charge d'un lot de déchets prononcé par le destinataire est signalé dans les meilleurs délais à l'Inspecteur des Installations Classées.

A cet effet, l'exploitant précise par écrit la date du refus, la nature du déchet et son code, les références du transporteur, le conditionnement, la quantité, le motif de refus et les dispositions prises pour remédier au problème rencontré.

3.3.10.6- L'inspecteur des Installations Classées peut procéder ou faire procéder à tout moment à des prélèvements et des analyses sur les déchets stockés sur le site en attente de leur expédition.

Les frais de ces prélèvements et analyses sont à la charge de l'exploitant.

3.3.10.7- Sans préjudice de l'application du point 5.1.4 ci-dessus, l'exploitant tient à jour et à la disposition de l'inspecteur des installations classées, pour chaque filière de traitement, les différentes données disponibles constituant les dossiers suivants :

- un dossier d'acceptation où est notamment archivée la fiche d'identification déchet initiale et les éventuelles analyses du déchet
- un dossier certificat d'acceptation comprenant en particulier le certificat d'acceptation préalable de la filière d'élimination et la fiche d'identification de sortie du déchet ;
- un dossier laboratoire, où sont archivées les différentes analyses sur les déchets sortants ;
- un dossier BSDI, où sont archivés les bordereaux de suivi de déchets industriels classés par filières de traitement, y compris les compte rendu d'éventuels incidents de livraison annexés avec les BSDI.

3.3.11- Comptabilité des déchets et information des producteurs et éliminateurs

L'ensemble des registres cités ci-après vise à assurer une gestion claire et transparente des déchets reçus et traités.

L'exploitant tient à jour les registres suivants :

3.3.11.1- Registre des entrées

Chaque réception de déchets fera l'objet d'un enregistrement précisant :

- la date d'arrivée,
- le numéro d'acceptation,
- les références du producteur,
- la nature du déchet complété avec le code de la nomenclature,
- la quantité du déchet,
- les références du transporteur,
- le conditionnement (type et nombre),
- les résultats des tests ou analyses de réception (ou la référence de la fiche d'analyse),
- le lieu de stockage et la destination finale du déchet.

3.3.11.2- Registre des sorties

Sans préjudice des dispositions du point 5.1.4 ci-dessus, chaque sortie de déchet fera l'objet d'un enregistrement précisant :

- la date de sortie,
- la nature du déchet complété avec le code de la nomenclature,
- la quantité,
- les références du transporteur,
- le conditionnement (type et nombre),
- les références de l'éliminateur destinataire,
- l'origine de chaque déchet composant le chargement,
- les éventuels incidents.

3.3.11.3- Registre d'opération ou journal

Pour tout regroupement de déchets, l'exploitant notera :

- la date,
- la nature,
- la quantité et d'origine des déchets mélangés.

et tiendra une compatibilité précise de la gestion des cuves.

3.3.11.4- L'exploitant informe le producteur

- au moment de l'acceptation des déchets, des procédés de traitement dont il dispose et des destinations finales qu'il donne à ses déchets,
- de toute anomalie survenue sur les déchets dans le traitement (déchet non conforme, substitution d'un éliminateur final à un autre).

3.3.11.5- L'exploitant informe l'éliminateur

- pour chaque lot enlevé, des origines (liste de producteurs correspondants) et des caractéristiques des produits en fonction du traitement effectué,
- de toute anomalie survenue sur les déchets dans le traitement,
- il procède, sur simple demande de l'éliminateur, à l'analyse des échantillons archivés.

3.3.12- Déclaration trimestrielle

L'exploitant adresse à l'inspecteur des installations classées au plus tard le 15 du mois suivant le dernier mois du trimestre précédant la déclaration trimestrielle prévue au point 5.1.4 ci-dessus.

3.3.13 - Dispositions transitoires

Les différentes fiches, dossiers et registres prévus au présent chapitre devront être mis en place dans un délai de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

ARTICLE 4

Un extrait du présent arrêté, énumérant les prescriptions susvisées auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

ARTICLE 5

L'exploitant devra se conformer aux prescriptions du titre III du livre II du Code du Travail ainsi qu'aux textes réglementaires pris en son application.

ARTICLE 6

Tout transfert d'une installation classée sur un autre emplacement nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou une nouvelle déclaration.

Dans le cas où l'installation changerait d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant devra en faire la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

ARTICLE 7

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque l'installation classée n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

ARTICLE 8

L'exploitant devra se conformer aux lois et règlements intervenus ou à intervenir sur les installations classées et exécuter dans les délais prescrits toute mesure qui lui serait ultérieurement imposée dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques ou pour faire cesser des inconvénients préjudiciables au voisinage.

ARTICLE 9

Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, un extrait du présent arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois avec mention de la possibilité pour les tiers de consulter sur place, ou à la Préfecture du Rhône - Direction de l'Administration Générale - 3ème Bureau - le texte des prescriptions ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.

Un avis sera inséré, par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux, diffusés dans tout le département.

ARTICLE 10

Les droits des tiers sont expressément réservés.

ARTICLE 11

Faute par l'exploitant de se conformer aux textes réglementaires en vigueur et aux prescriptions précédemment édictées, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la loi du 19 juillet 1976 précitée.

ARTICLE 12

Le présent arrêté ne préjuge en rien les autorisations qui pourraient être nécessaires en vertu d'autres réglementations pour l'implantation, l'installation et le fonctionnement de l'activité susvisée.

ARTICLE 13

« Délai et voie de recours (article 14 de la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement) ; la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée ».

ARTICLE 14

Le Secrétaire Général de la Préfecture et le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de veiller à l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de GENAS, chargé de l'affichage prescrit à l'article 9 du présent arrêté,
- aux conseils municipaux de GENAS, CHASSIEU, SAINT-PRIEST et SAINT-BONNET-DE-MURE,
- au Directeur départemental des Services d'Incendie et de Secours,
- au Directeur, chef du Service Interministériel de Défense et de la Protection Civile,
- au Directeur départemental de l'Equipement,
- au Directeur départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
- au Directeur départemental du Travail et de l'Emploi,
- au Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- au Directeur régional de l'Environnement,
- au commissaire enquêteur,
- à l'exploitant.

LYON, le 13 AOUT 1999

LE PREFET,

Pour le Préfet,

La Secrétaire Générale Adjointe,



Catherine SCHMITT

TABLEAU DES ACTIVITES MENTIONNEES DANS LA DEMANDE

NATURE DES ACTIVITES	VOLUME DES ACTIVITES	RUBRIQUE	CLASSEMENT
Installation de transit de bains «révélateur» photographiques usés	300 t/an	167 A	A
Installation de transit et de traitement:	300 t/an	167 C	
- de bains «fixateur» photographiques usés; - de films négatifs en polyester	700 t/an		
Installation de traitement de bains argentiques usés et de films radiographiques provenant d'installations nucléaires de base	50 t/an	2799	A
Traitement électrolytique de bains argentiques et traitement chimique de films négatifs en polyester	Volume de cuves de traitement 19 000 litres	2565.2.a	A
Stockage de films négatifs radiographiques et photographiques en polyester	Volume du stockage 160 m³	2662.1.b	D
Atelier de charge d'accumulateurs	Puissance maximale de courant continu utilisée : 3 kW	2925	NC

VU POUR ETRE ANNEXE A L'ARRETE
PRÉFECTORAL DU 13 AOÛT 1999

Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale Adjointe,



Catherine SCHMITT

BRUIT

1 - VALEURS LIMITES

Les émissions sonores engendrées par l'ensemble des activités exercées à l'intérieur de l'établissement, y compris celles des véhicules et engins visés à l'article 2 du présent arrêté, ne doivent pas dépasser les valeurs définies dans le tableau suivant.

Période	Niveaux de bruit admissibles en limites de propriété	Valeur admissible de l'émergence dans les zones à émergence réglementée
Jour : 7h à 22h sauf dimanches et jours fériés	65 dBA	5
Nuit : 22h à 7h ainsi que les dimanches et jours fériés	60 dBA	3

Les niveaux de bruit admissibles en limites de propriété sont fonction du niveau de bruit résiduel. Ces niveaux de bruit doivent être tels qu'ils permettent d'assurer dans tous les cas le respect des valeurs d'émergence admissibles dans les zones à émergence réglementée. Ils ne peuvent excéder 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

2 - CONTROLE DES EMISSIONS SONORES

2.1 - Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les 3 ans par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspecteur des installations classées.

2.2 - Cette mesure doit être effectuée selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté ministériel du 23.01.1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

Vu, POUR ÊTRE ANNEXÉ À L'ARRÊTÉ
PRÉFECTORAL DU 13. AOÛT 1999

Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale Adjointe,



Catherine SCHMITT

EAU

1. POINTS ET CONDITIONS DE PRÉLÈVEMENT

La quantité maximale annuelle d'eau prélevée au réseau de distribution d'eau potable sera limitée à 300 m³.

2. VALEURS LIMITES ET SURVEILLANCE DES REJETS

Rejet	Milieu Récepteur	Débit maximal	Paramètres	Concentrations maximales en mg/l sur échantillon moyen 24 h	Flux en kg/j
eaux résiduaires industrielles (Rejet n° 1)	Réseau d'assainissement raccordé à une station d'épuration	0,8 m ³ /jour	MEST DBO5 DCO Hydrocarbures Azote NTK Phosphore total Métaux totaux (excepté le fer) Fer	600 800 2000 5 40 10 15 5	0,48 0,64 1,6 0,04 0,032 0,008 0,012 0,004
eaux pluviales de toiture (Rejet n° 2)	Réseau d'assainissement pourvu à son extrémité d'un ouvrage de régulation		MEST DBO5 DCO Hydrocarbures	30 35 125 5	
eaux vannes	Réseau d'assainissement raccordé à une station d'épuration				

De plus :

- la température des rejets est inférieure à 30 °C et leur pH est compris entre 5,5 et 8,5 ;
- dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat ne peut dépasser le double de la valeur limite prescrite.

3 - CONTRÔLES DES REJETS

3.1 - Au moins une fois par an, les mesures sont effectuées par un organisme choisi en accord avec l'inspection des établissements classés. Ce contrôle portera sur les rejets et paramètres suivants :

Rejet n°1 :	débit	MEST	Azote NTK
	PH	DBO5	Métaux totaux (excepté le fer)
	Température	Hydrocarbures totaux	Fer
	DCO		

Rejet n°2 :	débit	DCO	Hydrocarbures totaux
	PH	DBO5	
	Température	MEST	

3.2 - Les résultats des contrôles sont transmis à l'inspecteur des installations classées accompagné de commentaires :

- sur les dépassements constatés et leurs causes
- sur les actions correctrices prises ou envisagées

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ A L'ARRÊTE
PRÉFECTORAL DU 13 AOUT 1999

Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale Adjointe,



Catherine SCHMITT

DÉCHETS

Code du déchet	Désignation du déchet	Niveaux de gestion	Mode d'élimination I: interne / E : externe
09.01.01 – 09.01.02 – 09.01.04 – 09.01.05 – 09.01.99 –	Bains photographiques usagés	inférieur ou égal au niveau 2	E
09.01.08	Films négatifs polyester	inférieur ou égal au niveau 3	E

Le niveau de gestion d'un déchet est défini selon la filière d'élimination utilisée pour ce déchet :

- Niveau 0 : Réduction à la source, technologie propre
- Niveau 1 : Valorisation matière, recyclage, régénération, réemploi ;
- Niveau 2 : Traitement physico-chimique, incinération avec ou sans récupération d'énergie, co-incinération, évapo-incinération ;
- Niveau 3 : Elimination en centre de stockage de déchets ménagers et assimilés ou en centre de stockage de déchets industriels spéciaux ultimes stabilisés.

VL POUR ÊTRE ANNEXÉ À L'ARRÊTÉ
PRÉFECTORAL DU 1.3 AOÛT 1999

Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale Adjointe,



Catherine SCHMITT

Pour Copie Conforme,

Le Directeur de l'Administration

C.A.

Jacqueline LARDE